

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Service prévention jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la Commune de Villeneuve Loubet

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.241

Date de la convocation :

Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LUCIANO,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a déclaré dès 2003 comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance, d'accès au droit et d'insertion par l'économique.

En 2016, la C.A.S.A. et la Commune de Villeneuve Loubet décident d'optimiser leurs interventions réciproques dans le domaine de la jeunesse, et de formaliser cette démarche par la signature d'une convention de coopération renforcée. Aussi, par délibération n° CC.2016.068, le Conseil Communautaire en date du 27 juin a approuvé les termes de cette convention qui arrive à échéance le 17 février prochain.

En effet, les interventions de la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. se déclinent sur la commune de Villeneuve Loubet par des actions d'accès au droit, d'insertion par l'économique et de prévention de la délinquance ; notamment celles dites de prévention secondaire (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et tertiaire (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive).

Le Service Jeunesse – Politique de la Ville & Insertion professionnelle de la commune de Villeneuve Loubet mène une politique jeunesse auprès des 12-25 ans, orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles. Il propose à cet effet des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire (mesures prises avant la survenue du passage à l'acte délinquant).

La politique du Service Jeunesse s'appuie sur des mesures de nature éducatives, préventives, de médiation et d'insertion sociale et professionnelle.

En conséquence, la politique jeunesse en direction de tous les publics jeunes relève donc des compétences des deux institutions qui décident d'une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes leurs actions.

L'objectif est d'avoir une approche globale et complémentaire sur le territoire villeneuvois en favorisant le travail en réseau et la transversalité entre tous les acteurs des politiques de prévention jeunesse : C.A.S.A., Commune, Mission locale, associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles...

Aussi, dans un souci d'efficacité et d'amélioration du service public, il est primordial pour la C.A.S.A. et la Commune de Villeneuve Loubet de renouveler le formalisme de leurs relations par la signature d'une convention cadre de coopération renforcée qui fixe les différents moyens mis en commun, ainsi que les conditions de réalisation des actions.

Ladite convention, dont le projet est joint en annexe, est fixée pour une durée de six ans à compter de sa date d'exécution. Elle pourra être renouvelée de façon expresse.

Ce partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat – Cohésion Sociale – Politique de la Ville en date du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Villeneuve Loubet en date du 26 novembre 2020 ;

Vu l'intérêt que représente ce partenariat dans le domaine de la jeunesse pour la C.A.S.A. ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le principe de partenariat renforcé dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la commune de Villeneuve Loubet ;
- d'approuver les termes de la convention cadre de coopération renforcée entre la C.A.S.A. et la commune de Villeneuve Loubet, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge de la Cohésion Sociale – Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document relatif à la bonne exécution de ce partenariat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser le principe de partenariat renforcé dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la commune de Villeneuve Loubet ;
- d'approuver les termes de la convention cadre de coopération renforcée entre la C.A.S.A. et la commune de Villeneuve Loubet, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge de la Cohésion Sociale – Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document relatif à la bonne exécution de ce partenariat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS



CONVENTION CADRE DE COOPERATION RENFORCEE

ENTRE

LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS (C.A.S.A)

POLITIQUE JEUNESSE : CONVENTION CADRE DE COOPERATION RENFORCEE ENTRE LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS (C.A.S.A.)

Entre

La commune de Villeneuve Loubet, représentée par son maire, Monsieur Lionnel LUCA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 26 novembre 2020

désignée ci-après « la commune »,

d'une part

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis représentée par son Vice-Président en charge de la Cohésion Sociale et de la Politique de la Ville, Monsieur Kevin LUCIANO, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 21 décembre 2020

désignée ci-après « La C.A.S.A. »

d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUI

Au regard de la volonté politique de la ville de Villeneuve Loubet de porter une vision globale du citoyen de demain, concrétisée par l'accompagnement de l'enfant dès son plus jeune âge et jusqu'à sa majorité, le Conseil municipal a adopté un projet éducatif.

Ainsi, se fondant sur ce projet, la commune de Villeneuve Loubet a mis en place notamment une politique jeunesse (12-17 ans) orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles.

Composé d'une équipe éducative diplômée de l'animation et de l'insertion ayant une bonne connaissance et approche du public « jeune », le service Jeunesse, politique de la ville & insertion professionnelle est chargé d'éveiller et de susciter leur intérêt via des activités pédagogiques et ludiques.

Il a également pour mission de les accueillir, les informer, les accompagner et les orienter en fonction de leurs besoins. Le service Jeunesse propose ainsi des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de **la prévention primaire** (mesures prises avant la survenue de la violence).

La C.A.S.A a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, de mettre en œuvre la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance dites de **prévention secondaire** (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et **tertiaire** (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive). La commune conserve quant à elle la compétence pour les actions de **prévention primaire** et les actions éducatives en lien étroit avec la politique jeunesse et de l'enfance dont les enjeux relèvent davantage du territoire communal.

De ce fait, la C.A.S.A, met en place au titre de son intérêt communautaire "Politique de la Ville" des actions liées à son domaine de compétence que sont : **la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économique.**

Déclinées sur Villeneuve Loubet par activités, ces actions ont pour objectif de favoriser :

- L'insertion sociale et professionnelle des plus de 26 ans par le biais du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.),
- L'insertion sociale et professionnelle des 16 - 25 ans par le biais d'accompagnements socio-éducatifs individuels réalisés par un éducateur de prévention du service Prévention Jeunesse CASA et des actions collectives dans le cadre de dispositifs type Opération Courts chantiers

- L'accès et l'apprentissage de la citoyenneté dans le cadre de l'activité de l'antenne de Justice de Valbonne
- Le maintien de la relation parents-enfants réalisé par le service Trait d'Union dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Justice,
- La prévention des violences conjugales réalisée par le service Parenthèse,

Différentes structures participent aussi à cette politique jeunesse et constituent un réseau d'acteurs notamment :

- La Mission Locale Antipolis dans le cadre du service public pour l'emploi des jeunes,
- Les associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles.

Le cadre de ces actions, mises en œuvre au titre de la prévention de la délinquance, est abordé au sein d'une cellule de veille, coordonnée par la coordinatrice du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance afin d'évaluer leur pertinence face aux problématiques liées à la jeunesse et à la famille.

La politique jeunesse en direction des publics jeunes, relève donc des compétences des deux institutions. Le service Jeunesse-Politique de la Ville & Insertion professionnelle de la commune de Villeneuve Loubet et la Direction de la Cohésion sociale de la C.A.S.A mettent en œuvre une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes les actions développées auprès de ce public.

Par conséquent la commune de Villeneuve Loubet et la C.A.S.A souhaitent formaliser et développer leur partenariat dans le cadre d'une coopération renforcée afin de valoriser les actions menées et ainsi définir les différents moyens mis en commun et les conditions de réalisation des actions en précisant les obligations réciproques des parties.

L'objectif est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale sur le territoire. La politique jeunesse du service jeunesse, politique de la ville et insertion professionnelle s'appuie sur des actions de nature éducatives, préventives, de médiation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Ces actions doivent s'adapter aux particularités de la jeunesse et s'articuler dans une totale complémentarité, ce qui nécessite une collaboration entre les différents acteurs en place (municipaux, communautaires et associatifs).

Aussi, afin de répondre de façon globale et adaptée aux besoins d'un public commun appartenant à un même territoire, il est primordial qu'une coopération renforcée se réalise de façon concertée permettant une amélioration du service rendu au public jeune.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la collaboration entre la commune de Villeneuve Loubet et la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A.

Elle formalise la **coopération renforcée** entre les deux institutions via des actions déjà existantes, d'autres à renforcer et à créer en recherchant de nouveaux partenariats à mettre en place à destination des jeunes, des familles et des adultes.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des services et directions sus visées, de clarifier le rôle de chacun, de définir les attentes et objectifs à atteindre.

Des réunions de travail en matière de prévention sur ces dossiers communs seront régulièrement organisées par les responsables hiérarchiques des deux collectivités afin de faire le bilan de cette coopération, de partager des informations sur le territoire et de faire des propositions d'actions ou de proposer des réajustements en fonction des besoins recensés.

La présente convention s'appliquera dans le respect des modalités d'organisation du travail en vigueur dans chaque collectivité.

ARTICLE 2-1 : ACTIONS EXISTANTES ET DISPOSITIFS

❖ SERVICES ET ANIMATIONS proposés aux jeunes :

Le service jeunesse, politique de la ville et insertion professionnelle est constitué de trois pôles œuvrant à destination de la jeunesse villeneuve :

- **Les Accueils Collectifs de Mineurs, destiné aux jeunes de 3 à 12 ans et de 12 à 17 ans :**

Il met en œuvre des prestations d'accueil et d'animation, des projets d'animation et d'accompagnement, ainsi que l'organisation de mini séjours, de sorties de pleine nature, culturelles et ludiques en faveur des jeunes.

- **Le Bureau Information Jeunesse (B.I.J) :**

Il propose des informations et, sur rendez-vous, des accompagnements individualisés ou collectifs destinés au public jeune mais également aux professionnels de la jeunesse (enseignants, éducateurs, animateurs, etc.). Il met à disposition ses compétences en matière notamment d'emploi, de formation et de loisirs. De manière ponctuelle, Il accueille et travaille avec les personnels de la C.A.S.A, de la Mission Locale.

- **La Politique de la Ville :**

La volonté politique étant de maintenir une politique de la ville locale, malgré la compétence attribuée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, le service Jeunesse Politique de la Ville et Insertion Professionnelle coordonne des actions citoyennes, de prévention, d'orientation et d'emploi à destination du public 14-30 ans, à savoir :

- La Journée de l'Emploi et de l'Alternance (emploi / apprentissage)
- Le Forum des Métiers de la Défense et de la Sécurité
- Le Forum de la jeunesse (découverte des métiers)
- Jeu me protège (prévention des addictions et de la sécurité routière)
- La Journée Internationale contre les violences faites aux femmes
- Des actions dans les établissements scolaires afin de lutter contre les inégalités filles / garçons
- ...

Le service met également à disposition des collégiens fréquentant le Collège Romée de Villeneuve des médiateurs afin de prévenir les risques de harcèlement et/ou de violence et/ou de racket, aux abords de l'établissement.

Le service Jeunesse, politique de la ville & insertion professionnelle s'engage à coordonner, sous son entière responsabilité ces actions en organisant des réunions préparatoires, de suivi et de bilan.

❖ LE SERVICE PREVENTION JEUNESSE CASA :

Le service Prévention Jeunesse CASA se définit comme une intervention éducative et sociale, à la fois individuelle et collective avec pour objectif d'agir non seulement sur les individus mais aussi sur les groupes et leur environnement où se manifestent des phénomènes d'exclusion, d'incivilités, de désœuvrement et de délinquance. L'action du service Prévention Jeunesse se détermine comme un moyen de socialisation, d'insertion et de promotion sociale pour les jeunes de 16 à 25 ans. Le service Prévention jeunesse accompagne le jeune dans le but d'une autonomie durable en développant des actions d'insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de lui transmettre des valeurs de citoyenneté, de solidarité et de respect. De manière globale, le service Prévention Jeunesse contribue à l'amélioration du « Vivre ensemble », objectif fixé par les élus communautaires dans le cadre du projet d'agglomération.

Le mode d'approche principal, appelé « travail de rue » consiste à « aller vers » les jeunes dans leur milieu de vie, pour entrer en contact avec eux et établir une relation de confiance. Les principes définis par la C.A.S.A. reposent sur la libre adhésion, le respect de l'anonymat, la territorialisation de l'intervention, le partenariat, la non institutionnalisation des activités et la réactivité d'intervention.

Pour compléter, dans le domaine de l'animation, la C.A.S.A. est amenée ponctuellement et de manière complémentaire à mettre en œuvre des sorties sportives, culturelles ou de loisirs, parfois en lien avec la carte lol1625.

❖ LE « TRAVAIL DE RUE » :

Dans le cadre de la prévention de la délinquance, un travail de rue est organisé régulièrement sur les différents quartiers de Villeneuve Loubet. Ce type d'intervention en binôme : un éducateur (CASA) et un médiateur (service jeunesse, politique de la ville et insertion professionnelle), au minimum une fois par semaine, permet d'une part d'identifier des jeunes en besoin d'insertion sociale et professionnelle, et d'autre part de mettre en œuvre une action de médiation entre des habitants et/ ou des structures et des jeunes. La cellule de veille orientera ces interventions.

Une présence sociale par le repérage et l'analyse du terrain et une présence éducative par des actions concrètes auprès du public repéré sont développées.

Un travail spécifique pourra être élaboré sur différents sites en collaboration avec les services de la C.A.S.A. Les agents du Service jeunesse, politique de la ville et insertion professionnelle pourront être amenés à organiser et/ou participer à des actions communes (rencontres sportives, forums..) pour mener à bien des projets d'activités avec les jeunes.

❖ DISPOSITIFS D'INSERTION :

Ils ont pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et l'accès à l'emploi. Ces dispositifs relèvent de la compétence de la C.A.S.A et prennent des formes adaptées selon le parcours des jeunes et leurs problématiques : Opération Court Chantier/ chantier d'insertion/actions ponctuelles de bénévolat auprès des villeneuvois/ Bafa solidaire... Ces actions nécessitent l'identification d'un groupe de jeunes repéré soit dans le cadre du travail de rue, soit dans le cadre de l'accueil des jeunes dans les structures jeunesse des villes, soit par le biais des accompagnements de la Mission Locale. L'encadrement est effectué par un personnel qualifié pédagogiquement et techniquement. A ce titre, des agents du service jeunesse, politique de la ville et insertion professionnelle peuvent être associés ponctuellement à partir d'un programme d'activités préalablement défini avec l'équipe de prévention C.A.S.A.

❖ ACTIONS VISANT LA CITOYENNETE :

Ces actions organisées et coordonnées par la C.A.S.A., en partenariat avec différents acteurs, permettent de sensibiliser et d'informer les élèves du collège ainsi que les jeunes inscrits dans des dispositifs de formation ou d'accès à l'emploi. Des informations sur leurs droits et devoirs au sein de la société sous différentes formes leurs sont délivrées par l'Antenne de Justice de Valbonne.

La C.A.S.A peut mettre à disposition gratuitement ses compétences techniques, juridiques avec l'antenne de justice via des outils d'intervention adaptés aux différentes thématiques et/ou en mobilisant ses partenaires.

Le service Jeunesse –politique de la ville & insertion professionnelle s'engage à participer à ces différentes manifestations en mettant des agents à disposition ainsi que les équipements nécessaires à la réalisation de ces actions.

Toujours dans un même souci d'amélioration du service rendu au public, d'autres modalités de coopération pourront être envisagées, notamment la mise en place d'actions du service Jeunesse au sein de lieux publics communaux lors de journées ou demi-journées auxquelles pourront participer l'éducateur de prévention de la C.A.S.A.

La présente convention s'appliquera dans le respect des modalités d'organisation du travail en vigueur dans chaque collectivité.

❖ **CARTE LOL1625 :**

Proposée par la C.A.S.A, gratuite et réservée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, cette carte leur permet de bénéficier d'avantages tarifaires dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs. Ils bénéficient également d'informations en termes de prévention santé et de comportements à risques et plus globalement d'accès au droit.

Le service Jeunesse-politique de la ville & insertion professionnelle s'engage à informer sur cette carte et aussi durant ses manifestations communales.

Elle en fera la communication via ses propres supports de communication.

❖ **LA CELLULE DE VEILLE :**

Sous la présidence du Maire, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques. Il assure l'animation et le suivi du contrat local de sécurité lorsque le maire et le préfet, après consultation du procureur de la République et avis du conseil, ont estimé que l'intensité des problèmes de délinquance sur le territoire de la commune justifiait sa conclusion. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévues dans le cadre de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

Présidée et animée par un élu de la commune, la cellule de veille aborde les priorités de la prévention de la délinquance et de la lutte contre l'insécurité. Elle mobilise les acteurs de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur économique et social.

La cellule de veille organise la réflexion et l'élaboration quant aux stratégies à coordonner avec des échanges d'informations et un traitement de situations nominatives sous couvert d'une charte déontologique.

Lieu privilégié d'échanges partenarial, elle permet l'évaluation, l'identification, le suivi, et l'élaboration d'actions à mener pour prévenir et lutter contre les incivilités commises sur la commune.

L'intérêt de cette pluridisciplinarité est de croiser les compétences, les logiques institutionnelles et professionnelles pour aider les différents intervenants à accomplir au mieux leurs missions.

ARTICLE 2-1 : VALORISATION D'UN ESPACE DE COOPERATION RENFORCEE

Favoriser le travail en réseau et la transversalité entre tous les acteurs des politiques de prévention jeunesse (C.A.S.A, service Jeunesse, Mission locale...) est essentiel. Pour ce faire, un site d'accueil a vocation à accueillir et à conduire des opérations communes (présence ponctuelle, rendez-vous individuel...). Cette démarche encourage les passerelles, multiplie les échanges entre les différents acteurs locaux, développe des synergies et assure une meilleure cohérence et lisibilité des actions dans ce domaine.

Cet espace nommé « ESPERANZA » permet de renforcer l'efficacité du travail en commun, de favoriser la dynamique de travail entre les différentes équipes intervenant sur la politique jeunesse communale.

Ainsi, un agent du service prévention C.A.S.A. sera régulièrement présent sur ce site.

Cet espace donne une plus grande lisibilité de la politique jeunesse à l'utilisateur. Le public accueilli pourra bénéficier d'un accompagnement en matière d'insertion sociale et professionnelle (aide à la recherche d'emploi, à la formation, au logement, atelier d'accompagnement à la recherche d'informations) ...

Le public y est accueilli de façon individuelle gratuite et anonyme.

ARTICLE 3 : EVALUATION ET COORDINATION

Un bilan qualitatif et quantitatif sera produit annuellement et conjointement par la commune et la CASA, une réunion de bilan sera provoquée et à tour de rôle les services en réaliseront un compte rendu partagé. Il précisera les actions mises en place sur la commune, les accompagnements socio éducatifs. Dans le cadre de la cellule de veille, une présentation sera faite aux partenaires afin d'évaluer les objectifs atteints et les réajustements si nécessaires.

ARTICLE 4 : MOYENS MATERIELS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de ces activités, des moyens matériels pourront être mis à disposition, à savoir :

- Matériels C.A.S.A. : Mini bus de 9 places
- Matériels Communal : Bus Municipal, mise à disposition d'un bureau sis aux Espérès à destination de l'éducatrice de prévention du Moyen Pays afin de recevoir et accompagner le public jeune de la commune

L'utilisation de ces matériels se fera en fonction d'un planning à établir entre le service communal et communautaire concernés.

ARTICLE 5 : CONDITIONS TARIFAIRES

Le partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITES -ASSURANCES

Concernant les dommages susceptibles d'être causés par leur action conjointe, la C.A.S.A. et la Commune restent chacune responsable des conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité de leurs agents, des biens ou locaux éventuellement mis à disposition ou encore des activités propres à leurs compétences.

La Commune est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la compagnie ALLIANZ sous la référence 49474441.

La C.A.S.A. est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la Société d'assurance mutuelle SMACL Assurances sous le numéro de sociétaire 111690/C.

La C.A.S.A. et la commune restent libres d'engager tout recours contre tout tiers à la convention ayant pu participer à la survenance d'un dommage au préjudice de l'une de ces collectivités.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET – DUREE – TERME

La présente convention est consentie pour une durée de six ans. Elle prend effet à compter de sa date d'exécution.

A l'issue des six ans elle pourra être renouvelée expressément.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter restée sans effet.

Le service Jeunesse-politique de la ville & insertion professionnelle peut également mettre fin à la présente convention de plein droit, à tout moment, dans l'intérêt général, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis de 2 mois.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différend lié à l'application de la présente convention, formalisé par courrier, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'échec de la voie amiable du règlement, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Villeneuve Loubet, en deux exemplaires originaux, le

POUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET ,

Le Maire,

POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS

Le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville,

Lionnel LUCA

Kevin LUCIANO

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_241
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service prévention jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la Commune de Villeneuve Loubet
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : xIZ3in4

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_241-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_241
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service prévention jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la Commune de Villeneuve Loubet
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_241-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_241-DE-1-1_2.PDF

N